



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 8 mai 2017

Un banquier est en place... organisons la riposte !

Emmanuel Macron (66,10 %) a remporté le second tour de l'élection présidentielle contre Marine Le Pen (33,90 %). Mais nombreux sont ceux qui ont refusé de prendre position face à ce non-choix et ont souhaité montrer leur rejet de ces candidats.

Reste en tout cas à préparer les luttes à venir du troisième tour social.

Les élections du rejet

Si Emmanuel Macron croit pouvoir s'enorgueillir d'une victoire confortable en pourcentages, le vote a surtout été marqué par 12 millions d'abstentions (un record de 25,44 % des inscrits), plus 4 millions de bulletins blancs ou nuls (11,5 % des votants, un record aussi). Ces chiffres sont notamment importants dans les quartiers populaires, preuve du rejet massif de la millionnaire xénophobe comme de celui qui incarne le « monde des affaires ».

Il reste que le Front national a rassemblé plus de 10 millions d'électeurs. Un score encore jamais atteint par l'extrême droite et qui ne donne pas aux travailleurs de quoi être à la fête. Le lit du FN a été préparé par la suite d'attaques menées par Sarkozy, Hollande et consorts ces dernières années contre les classes populaires, Marine Le Pen tablant sur leur écœurement pour récupérer des voix. Elle n'a pas été élue, mais la progression des idées qu'elle propage, et sa volonté de division des exploités et opprimés entre eux, continueront à répandre leur poison. Et la politique anti-ouvrière proposée par Macron restera sa meilleure alliée.

Pour les patrons tout est bon chez Macron !

Malgré le grand nombre de ceux qui ont refusé de choisir entre deux maux, malgré ceux qui ont voté pour lui la mort dans l'âme pour rejeter Le Pen, Macron fait mine de présenter son élection comme un vote d'adhésion à un projet entièrement construit autour des attaques contre le monde du travail. Mais l'« adhésion » dont il se targue est celle de notables qu'il a agrégés autour de lui, à commencer par Laurence Parisot, ou Pierre Gattaz, l'actuel dirigeant du Medef qui lui assure « sa bienveillance ».

Dans la lignée de la loi Macron et de la loi Travail, décidées sous Hollande, son successeur veut « aller vite » et lancer les premières estocades contre les

travailleurs dès l'été en légiférant par ordonnances. Il en résulterait un nouveau détricotage du Code du travail au profit des patrons et la généralisation des « accords » d'entreprise visant à fragmenter les droits de tous à coups de chantage patronal.

Le programme de Macron repose également sur 60 milliards d'euros d'économies budgétaires. Là encore, pas question d'aller piocher dans les poches de ses amis banquiers et évadés fiscaux. Il propose plutôt 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires et la baisse des dotations aux collectivités locales. Dans le même temps, il annonce des baisses d'impôts pour les plus aisés. Détruire les services publics, attaquer les droits des travailleurs et mettre au pas les chômeurs, tel est le programme Macron. De vieilles recettes anti-ouvrières qu'on nous a déjà trop servies.

Mobilisons-nous sur notre terrain de classe

Avec Macron, une « nouvelle page » s'ouvrirait selon ses propres mots.

Chiche ! Les travailleurs ont donc tout intérêt à ouvrir une nouvelle page de la lutte de classe contre un gouvernement et un patronat à l'offensive. La colère et la défiance qui se sont exprimées dans les urnes est une chose ; la combativité qui pourra occuper la rue et les lieux de travail en est une autre.

Dès à présent, travailleurs, chômeurs, précaires, étudiants, il faut nous organiser sur nos lieux de travail et de vie pour construire un rapport de forces à la hauteur des attaques à venir. Plus que des élections au choix biaisé, c'est dans ces luttes quotidiennes qu'on pourra réellement faire de la politique, faire barrage aux idées immondes du Front national et lutter pour notre émancipation.

Ce n'est pas à nous d'assumer leurs affaires !

Les moteurs EU6b polluent plus qu'ils ne devraient à cause de la politique de réduction de coûts et d'effectifs de la direction. Malgré les polémiques et les enquêtes pour « tromperie », la tragi-comédie se reproduit pour les moteurs développés en vue des prochaines normes de dépollution. Sous prétexte qu'il est trop tard pour changer les choix techniques qui sont guidés par les coûts, il faudrait que les équipes en sous-effectif réalisent l'impossible.

Parce qu'il faut répondre à temps pour les jalons du projet (et la prime des directeurs), il faudrait jouer aux MacGyvers tous les jours avec des mulets non conformes et en retard.

Notre force collective, c'est la grève. Et elle pourra avoir un poids énorme sur Renault dans les mois à venir à Lardy. A nous d'en discuter dans les ateliers, les bureaux et les ailes de bancs...

On fait un break ?

« Dans l'ingénierie, c'est pas comme dans les usines : si on fait grève, Renault s'en fiche... ». C'est ce que certains salariés pensaient il y a encore quelques mois. La situation d'aujourd'hui prouve le contraire. La direction l'avoue elle-même, le site de Lardy va être primordial dans les années qui viennent.

Une grève exigeant des embauches, des moyens et des augmentations de salaires toucherait directement la direction au portefeuille. Pour refuser ces conditions de travail qui se dégradent et pour récupérer notre dû, rien ne sert de se lamenter devant la machine à café... Il faut plutôt appuyer tous ensemble sur le bouton rouge !

Et on peut parier qu'une petite grève donnera vite des idées aux autres sites, notamment aux usines qui croulent sous le boulot.

Fake news

La direction fanfaronne : en mars, Renault, Nissan et Mitsubishi auraient vendu au total quelques milliers de véhicules de plus que les concurrents. Un nouveau record qui ferait de l'Alliance le premier constructeur mondial. Toyota et VW doivent trembler devant les « plans stratégiques » de Ghosn et de Bolloré.

Tout ça c'est très beau, mais un peu faux ! Si on compte sur 3 mois, les ventes de Toyota dépassent celles de l'Alliance. Et puis l'Alliance n'est pas un vraiment un groupe. Mais pour gonfler l'ego de Carlos, rien n'est trop exagéré.

Vrais ou artificiels, les chiffres de la direction ne changent rien pour nous... Mais s'ils veulent gonfler quelque chose, ils n'ont qu'à augmenter nos salaires !

À Lardy, on n'a pas de moyens mais on a des idées

La direction de l'établissement ne manque pas d'idées pour notre bien-être au travail. Après les plantes vertes, voici qu'elle nous propose de nouvelles animations dans l'espace café. Au L16, des canettes

débordant des poubelles peuvent maintenant servir de chamboule-tout ! On attend avec impatience le concours de Tour Eiffel à base de touillettes à café ou le jeu de bonneteau avec des gobelets usagés.

Tout en bavassant sur la « *qualité de vie au travail* », la direction n'arrête pas de tirer les coûts vers le bas. Dans le secteur du ménage comme ailleurs, il faut embaucher pour que la pression sur les salariés descende et que les conditions de travail de tous arrêtent de se dégrader.

#Dieselgate. Les experts entrent en scène...

Le 5 mai, l'IFPEN a publié les résultats de ses derniers tests sur les émissions polluantes des moteurs diesel. Et ils ne sont pas vraiment favorables à Renault et Fiat. Jusque-là, rien de très nouveau !

Mais cet organisme de recherche cofinancé par l'État et les entreprises du secteur automobile ou pétrolier n'est pourtant pas suspect d'être anti-voiture, alors si même ces experts s'y mettent...

Des experts qui font mine de découvrir ce qu'ils savaient depuis longtemps puisqu'ils forment une centaine de salariés du secteur chaque année et ont travaillé sur des projets sous-traités. Ce qu'il manque dans les formations qu'ils dispensent, ce sont des cours d'économie qui expliquent comment la recherche du profit pourrait nuire à notre santé, nos conditions de travail et l'environnement.

À Whirlpool comme ailleurs, interdiction des licenciements !

Après 12 jours de grève chez Whirlpool Amiens, la direction a lâché des indemnités de licenciement allant jusqu'à 80 000 €. Mais la fermeture de l'usine va laisser plus de 500 travailleurs sur le carreau, qui s'ajouteront à tous ceux partis lors des précédents plans sociaux.

La faute de l'Europe ou de la concurrence internationale, comme le prétendait Marine Le Pen sur le parking de l'usine la semaine dernière ?

Pas du tout ! Plutôt celle des actionnaires... Pas assez satisfaits des 850 millions de profits réalisés l'an dernier, ils veulent encore s'engraisser en allant exploiter d'autres salariés dans des conditions plus dures. Pour les faire reculer, la seule solution c'est de se battre pour nos conditions de travail et nos salaires. Tous ensemble. Par-delà les frontières !

La Sainte-Alliance

Il y avait déjà eu l'« affaire Lafarge », qui a révélé comment cette multinationale franco-suisse du ciment a traité avec Daech et financé cette organisation pour maintenir ses intérêts en Syrie. Et voilà maintenant qu'on apprend que le directeur de la sécurité de l'entreprise, qui a supervisé l'opération, est un militant du... Front National.

L'extrême droite française et les tueurs djihadistes prient donc le même dieu : le grand capital.